



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LE PROGRAMME¹
PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: DE JANVIER 2008- MARS 2012**

<p>Intitulé du programme & numéro du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> Intitulé du programme: <i>ProConSoGui (Promotion de la Concertation Sociale en Guinée)</i> Numéro du programme (<i>le cas échéant</i>): 00066698 Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires):³ PBF/EMER/3 	<p>Pays, localité(s), domaine(s) prioritaire(s) / résultats stratégiques²</p> <p><i>Pays/Région : République de Guinée</i></p> <hr/> <p><i>Domaine prioritaire/résultats stratégiques : Dialogue</i></p>
<p>Organisation(s) participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du Bureau du MPTF, pour la mise en œuvre du présent Programme <i>PNUD</i> 	<p>Partenaires d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>UNDP</i> <i>IFES</i> <i>Conseil Economique & Social</i> <i>Coordination nationale des sages</i> <i>Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation</i> <i>Conseil National de la Société civile</i>
<p>Coût du Programme/du Projet (en dollars)</p> <p>Budget total approuvé, par projet: \$US 963.284</p> <p>Contribution MPTF/JP (JP= Programme conjoint)⁴:</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>par institution (le cas échéant)</i> <p>Contribution de l'institution concernée</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>par institution (le cas échéant)</i> <p>Contribution du gouvernement (<i>le cas échéant</i>)</p>	<p>Durée du Programme</p> <p>Durée totale (<i>en mois</i>) : <i>6 mois</i> Date de démarrage⁵ (<i>jour/mois/année</i>) : <i>Janvier 2008.</i></p> <p>Date de fin prévue à l'origine⁶ (<i>jour/mois/année</i>) : <i>Juillet 2008</i> Date de fin réelle⁷ (<i>jour/mois/année</i>)</p> <p>Dans le cadre de son (ou de leur) système(s), les institutions d'exécution ont-elles procédé à</p> <p align="right">Oui Non <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>

¹ Le mot « programme » représente globalement l'ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets.

² Les « résultats stratégiques », tels qu'ils sont définis dans le Plan directeur du PBF, le Plan des priorités ou le Descriptif de projet.

³ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

⁴ La contribution du MPTF et du Programme conjoint est la somme versée aux Organisations participantes – voir le site MPT Office GATEWAY.

⁵ La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

⁶ Lors de l'approbation du Descriptif de projet original par l'Instance décisionnaire concernée/le Comité directeur.

⁷ S'il y a eu prolongation du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. A défaut d'approbation d'une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que celle prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute Organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémoire d'accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. Voir le site [MPTF Office Closure Guidelines](#).

Autres contributions (donateurs)
(le cas échéant)

TOTAL:

la clôture opérationnelle du programme?

Date de clôture financière prévue⁸:

**Évaluation du programme /examen/évaluation à
mi-parcours**

Évaluation achevée

Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport d'évaluation - joint

Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport soumis par

- Nom: Adama-Dian Barry
- Titre: Chargée de Programme
- Organisation participante (principale): PNUD
- Adresse e-mail: adama.dian.barry@undp.org

⁸ Lors de la « clôture financière », il est obligatoire de rembourser le solde non utilisé et de soumettre le Certified Final Financial Statement and Report (l'État financier et le Rapport finaux certifiés).

RESUME ANALYTIQUE

Le projet ProConSoGui (Promotion de la Concertation Sociale en Guinée) a permis de renouer le dialogue entre les différentes composantes sociales de la Guinée et d'éviter une radicalisation de la crise de dialogue. A cet égard le projet a permis de décriper la tension sociale et politique qui couvait dans le pays au lendemain des manifestations de janvier et février 2007. De manière spécifique le projet a permis les principaux résultats suivants :

- La création d'un environnement propice au débat ouvert sur les principaux défis de gouvernance, entre les principales composantes nationales ;
- La décripation de la tension et l'identification consensuelle des axes des principales reformes à initier dans le pays en vue de consolider la paix et prévenir la survenance d'un conflit violent ;
- L'amorce d'une réconciliation entre les civils et les militaires suite à la présentation des excuses publiques de l'armée à la population ;
- de créer un environnement apaisé dans la perspective de la finalisation de la transition politique dans laquelle la Guinée est entrée en décembre 2008.

I. But

Le Projet de Promotion de la Concertation Sociale (ProConSoGui) visait à faciliter la concertation entre les différentes composantes de la société guinéenne, à travers la mise en œuvre de 3 composantes intégrées :

1) **COMPOSANTE 1**: L'organisation de **38 concertations de proximité**⁹ entre les populations, l'administration, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les associations de jeunes et de femmes, les syndicats, les leaders politiques et le secteur privé.

Cette composante a été exécutée par les Conseils préfectoraux et communaux de la société civile, par l'entremise de l'ONG IFES (Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux).

2) **COMPOSANTE 2**: L'information rapide des **Forces de Défense et de Sécurité** (armée, gendarmerie, et police) sur leurs droits et devoirs républicains, et sur les limites à l'usage de la violence. L'occasion sera saisie d'organiser des journées portes-ouvertes dans les casernes en vue de « Briser le mythe » de « l'homme en tenue » qui a été forgé dans l'imaginaire collectif et rapprocher la population des militaires.

3) **COMPOSANTE 3**: La sensibilisation du grand public sur la paix, **les moyens pacifiques de résolution des conflits et la préservation des édifices publics** et privés.

Le but principal était de contribuer à la consolidation de l'unité nationale et la paix, à travers la création d'un environnement favorable à la concertation participative, à la recherche de consensus et de moyens pacifiques de résolution des conflits avec objectifs immédiats et spécifiques de :

- Faciliter la restauration de la confiance entre les différents acteurs politiques en Guinée (Gouvernement, partis politiques, syndicats, société civile) et les Forces de l'ordre et de sécurité
- Contribuer aux discussions sur le processus électoral national en vue de permettre la tenue d'élections crédibles.

II. Évaluation des résultats du programme

✓ Les résultats obtenus

Le projet a permis l'organisation d'une large concertation de la population guinéenne et l'organisation de dialogue entre celle-ci et l'administration. Il en a résulté un consensus sur les principales réformes) mener dans la pays en vue d'instaurer une paix durable et prévenir la survenance de conflits violents.

A cet effet :

- des concertations de proximité ont été organisées dans les 33 préfectures du pays et les 5 communes de Conakry, du 10 avril au 12 juillet 2008 ;
- Les sources potentielles de problèmes de conflits et de gouvernance identifiés ont été identifiées dans tout le pays (304 sous-préfectures, 33 préfectures et 5 communes Urbaines)
- Trois jours de dialogue national organisés du 12 août au 14 août 2008 sous l'intitulé " Journées Nationales de Dialogue et d'initiative". Ce dialogue a été mené par le ministère de la réconciliation nationale ;
- Les six préoccupations thématiques exprimées par la population lors de la concertation locale ont été discutées pendant les jours de dialogue national. Il s'agit des défis de la gouvernance, de l'économie, les défis du secteur de la santé, les défis de l'éducation, les défis en matière de sécurité et d'intégration sous régionale ;
- La sensibilisation de l'ensemble des décideurs politiques et du plus large nombre de guinéens sur la nécessité d'aller à un vote apaisé ;
- La création d'un climat pré et post électoral apaisé.
 - Cela s'est fait à travers :
 - l'organisation d'un méga-concert avec des artistes de la sous région, portant sur la paix en Guinée. Intitulé « Bougeons dans la paix » ce concert qui a été initié par une coalition d'associations nationales et de personnes ressources s'est tenu dans l'entre-deux-tours des élections présidentielles a fortement contribué à la création d'un climat électoral et post électoral apaisé. L'évènement a mobilisé directement plus de 2500 jeunes qui ont été sensibilisés par des messages véhiculés par des artistes vedettes sur les méfaits des conflits post-électorales ;
 - La production et la diffusion d'un clip de 20 spots mettant en scène les leaders politiques de la transition. Ce clip a été largement diffusé sur toutes les radios de la Guinée, à la télévision nationale et sur la chaîne Internationale Africa 24 permettant ainsi de toucher un maximum d'audimat (<http://www.youtube.com/machallahvideostudio#p/search/5/oeRh30ORokU>)
 - La diffusion de 10.000 messages par téléphone (SMS)
 - La production et la distribution de 15.000 prospectus d'appel à l'apaisement
 - La production et l'installation de 5 panneaux publicitaires géants portant des messages d'appel à l'unité nationale
 - La production et la distribution de 15.000 CD dans les maisons de jeunes des préfectures et de Conakry.

ii) Évaluation de la performance à partir d'indicateurs:

Sur la base du **Cadre de résultats du programme inscrit dans le Plan des priorités, ou dans le cadre logique du Descriptif de projet**, fournir une actualisation au sujet de la conformité des résultats et des produits avec les indicateurs. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, indiquer tout plan envisagé pour la collecte de ce type de données, et à quelle date cela est prévu.

	Objectifs <u>atteints</u> en liaison avec les indicateurs	Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l'origine	Source de vérification
<p>Résultat 1¹⁰ : Résultat stratégique (1) D'ici la fin d'année 2007, l'environnement sociopolitique est apaisé, et favorable au dialogue, la concertation sociale, la recherche de consensus et de moyens pacifiques de résolution des conflits</p> <p>Indicateur: Données de référence: Cibles prévues à l'origine:</p>			
<p>Produit 1.1: La confiance est progressivement restaurée entre la population et les différents acteurs de la vie politique en Guinée (partis politiques, syndicats, gouvernement)</p> <p>- Indicateur 1.1.1 : 38 concertations préfectorales & à Conakry</p> <p>Données de référence: Climat de tension exacerbée, méfiance extrême entre la population, le milieu politique, les acteurs sociaux</p> <p>Cibles prévues à l'origine: Acteurs politiques, populations, acteurs sociaux, leaders religieux</p> <p>- Indicateur 1.1.2 : Diagnostics régionaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les 38 concertations préfectorales et à Conakry prévues sont réalisées - Tous les diagnostics régionaux (8) des enjeux de gouvernance et sur les facteurs de conflits sont effectués 		<p>Rapports</p> <p>Etudes disponibles</p>

¹⁰ Note: Les résultats, produits, indicateurs et objectifs indiqués ici doivent être **sur la même ligne que ceux définis dans le Descriptif de projet/le Plan des priorités ou tout Plan précis de gestion du projet**, de sorte que ce tableau indique bien **les résultats réels et globaux par rapport aux cibles prévues à l'origine**. Si nécessaire, vous pouvez ajouter de nouvelles lignes au tableau, afin d'indiquer éventuellement les Résultats 2, 3, etc.

<p>(8) des enjeux de gouvernance et sur les facteurs de conflits</p> <p>Données de référence: Absence de diagnostics régionaux cibles sur la gouvernance</p> <p>Cibles prévues à l'origine: Acteurs politiques, populations, acteurs sociaux, leaders religieux dans les régions</p>			
<p>Résultat 2 : Résultat stratégique (2): D'ici la date des élections, le climat politique est favorable à la tenue de législatives libres et sans contestation</p> <p>Indicateur:</p> <p>Données de référence:</p> <p>Cibles prévues à l'origine:</p>			
<p>Produit 2.1 : L'environnement électoral est apaisé</p> <p>Indicateur 2.1.1 : Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la non violence avant, pendant et après les élections</p> <p>Données de référence:</p> <p>-</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La sensibilisation de l'ensemble des décideurs politiques et du plus large nombre de guinéens sur la nécessité d'aller à un vote apaisé ; • La sensibilisation de plus de 2.500 jeunes sur le vote pacifique et le recours aux moyens légaux de résolution des contentieux électoraux • 		<p>Rapports</p>

iii) **Évaluation, meilleures pratiques et enseignements tirés**

Au chapitre des leçons apprises, il faut noter :

- Une dynamique de réconciliation endogène : l'architecture de projet doit être conçue de telle sorte que tous les acteurs nationaux de s'approprier le processus. Les appuis extérieurs peuvent être bien ou mal perçus et l'un des atouts majeurs de tout appui doit être l'écoute, la discrétion et les partages d'expérience (rôle de facilitation et non de médiation).
- Une démarche inclusive : l'implication de toutes les structures de pilotage et d'exécution du projet a permis à chaque composante sociale, économique, politique de se sentir impliquée dans le processus. Ainsi la présence de la Primature et du Ministère de la Réconciliation dans le Comité de pilotage, de même que la Société Civile, a permis à chaque composante de la Nation de se sentir consultée et impliquée dans le processus de dialogue. Cela a permis au Gouvernement d'y apporter toute son adhésion. « *Les résultats de ces concertations sont en soit un programme de Gouvernement* », selon les propos du Premier Ministre.
- Le choix des partenaires d'exécution : Dans les contextes de promotion de la réconciliation, ce choix est déterminant pour la crédibilité du processus. Un partenaire d'exécution consensuel est souvent difficile à trouver, mais lorsque sa sélection repose sur des critères d'expérience et de savoir-faire, ces facteurs rallieront les partenaires.
- L'importance du plaidoyer de proximité : Les Nations Unies par leur neutralité, occupent une place importante dans le rôle du plaidoyer pour rassembler l'ensemble des acteurs. En Guinée, ce plaidoyer a dû se faire en amont du projet, durant tout le projet, et il entend continuer à travers les mécanismes de pérennisation des acquis des concertations.
- La non politisation des débats: est essentielle pour que l'ensemble des efforts et des interventions soient catalysés vers les questions d'intérêt commun. Par exemple les préoccupations essentielles des populations.

✓ Contraintes :

- Délai d'exécution de 6 mois: ce délai s'est révélé court et a laissé peu de marge par rapport à la gestion des incidences politiques d'un processus de réconciliation. En Guinée, la mutinerie de l'armée ainsi que tous les préalables nécessaires à l'apaisement des esprits des populations ont conduit à adapter le second résultat escompté.
- Les susceptibilités et les querelles de leadership interne à certaines structures du comité de pilotage ont compliqué la circulation de l'information sur les objectifs et les résultats visibles du projet. Cela a créé un climat de tension, qui rajouté à l'environnement politique et social volatile, aurait pu arrêter toute la démarche ;
- Les tentatives de récupérations politiques n'ont pas manqué, et seule une agence unanimement reconnue pour sa neutralité (cas des Nations Unies) pouvait ramener les

acteurs autour de l'intérêt général recherché, en apaisant et en mettant en confiance sur le caractère non exclusif de la dynamique.

iv) Histoire d'une réussite précise

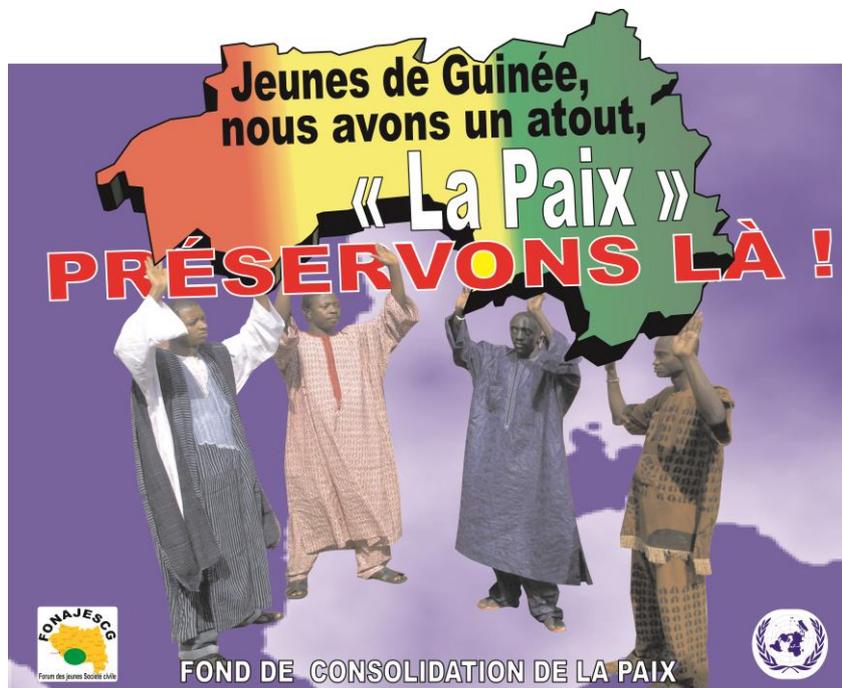


Image d'une affiche géante plantée durant 6 mois à l'entrée du principal lycée de Conakry, et dans chaque commune de la capitale



Cérémonie de lancement du processus de consultations nationales en Guinée - Palais du peuple, Avril 2008



Débats francs et courtois avec une participation effective des femmes



Discussions ouvertes entre les civils et les militaires



Traitement de la « dynamique » du conflit:

Suite aux mouvements sociaux de janvier et février 2007, le manque de dialogue et de concertation entre la population et l'administration était devenu une source de crispation majeure. A cela s'ajoute la forte méfiance entre les civils et les forces de défense et de sécurité due à la crainte des méthodes de répression fréquemment utilisées par ces derniers pour contraindre la population.

Dès lors, la nomination d'un gouvernement d'union nationale issue des accords sociaux entre la société civile et la Présidence de la République a permis une accalmie. Ce gouvernement a placé le dialogue et la restauration de la cohésion et de l'unité nationale au titre des premières priorités de son plan d'urgence.

Le Projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée a été un instrument catalytique qui a permis l'accompagnement financier de l'organisation du dialogue pour la restauration de la cohésion sociale, qui était le volet le plus sensible et prioritaire de ce plan d'urgence. L'intervention du projet était d'autant plus critique que 2008 devait être une année électorale en Guinée avec la perspective des élections législatives.

Interventions dans le cadre du Projet:

Les interventions étaient axées autour d'une facilitation afin :

- de restaurer la confiance entre les différents acteurs de la vie sociale en Guinée (Gouvernement, partis politiques, syndicats, société civile) et les Forces de défense et de sécurité ;
- et de contribuer aux discussions sur le processus électoral national en vue de permettre la tenue d'élections crédibles.

Le changement souhaité était de contribuer à la consolidation de l'unité nationale et la paix, à travers la création d'un environnement favorable à la concertation participative, à la recherche de consensus et de moyens pacifiques de résolution des conflits.

A cet égard le projet a permis :

- de créer un environnement propice au débat ouvert sur les principaux défis de gouvernance, entre les principales composantes nationales ;
- de décrire la tension et d'identifier consensuellement les axes des principales réformes à initier dans le pays en vue de consolider la paix et prévenir la survenance d'un conflit violent ;
- d'amorcer la réconciliation entre les civils et les militaires suite à la présentation des excuses publiques de l'armée à la population ;
- de créer un environnement apaisé dans la perspective de la finalisation de la transition politique dans laquelle la Guinée est entrée en décembre 2008.

Enseignements tirés:

La mise en œuvre du projet a mis en évidence la nécessité de renforcer les interventions de consolidation de la paix en Guinée en vue de permettre la réconciliation nationale, l'amélioration de la conduite des militaires et de leurs relations avec les civils et enfin le développement du civisme parmi les personnes les plus à risque de manipulation à des fins de conflits.